Niveau(x) d'enseignement : 1
Centre d'intérêt : 160

Numéro EDUQ : 9370919

Demers, Marius.

Indice de prix des intrants des commissions scolaires de 1972-1973 à 1992-1993 : guide méthodologique / Marius Demers. -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction des études économiques et démographiques, 1993.
38 p. : ill. ; 28 cm.

Résumé au début du v. Code : 9293-0793; 28-2656. Notes (part. bibliogr.) au bas des p.

ISBN 2-550-23642-4

Vedette(s)-secondaire(s) : Québec (Province). Ministère de l'éducation. Direction des études économiques et démographiques

Descripteur(s) : Dépenses * Salaire * Avantages sociaux * Transport scolaire * Commission scolaire * Statistiques * Guide

Identificateur(s) de sujet : Indice de prix

Ce document fournit des données sur l'évolution des prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour produire des services éducatifs et présente la méthodologie retenue pour établir les indices de prix des commissions scolaires. Il mentionne également des données historiques sur l'indice de prix et ses composantes de 1972 à 1992. Pour calculer l'indice de prix global, le document détermine les indices de prix associés à chaque élément de dépenses : les salaires du personnel, les avantages sociaux, le transport scolaire et les autres dépenses. Il explique la méthode de calcul des indices de prix associés à chaque catégorie de dépenses ainsi que la façon d'obtenir l'indice composite global.

Type de document :

# INDICE DE PRIX DES INTRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE 1972-1973 À 1992-1993

## Guide méthodologique

Québec

9370919

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

# INDICE DE PRIX DES INTRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE 1972-1973 À 1992-1993

## Guide méthodologique

Marius Demers

Février 1993

Direction des études économiques
et démographiques

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1993 — 9293-0793

ISBN : 2-550-23642-4

Dépôt légal — premier trimestre 1993
Bibliothèque nationale du Québec

## SOMMAIRE

Le présent document constitue un guide méthodologique pour l'établissement de l'indice de prix des intrants des commissions scolaires. Il fournit également une série de données historiques sur cet indice de prix et ses composantes de 1972 à 1992.

L'indice de prix de l'enseignement traduit l'évolution des prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour fournir des services éducatifs. Pour obtenir cet indice global, il faut préalablement calculer les indices de prix associés aux éléments de dépenses compris dans les dépenses de fonctionnement des commissions scolaires. Ces éléments de dépenses sont groupés en quatre grandes catégories: les salaires du personnel, les avantages sociaux, le transport scolaire et les autres dépenses.

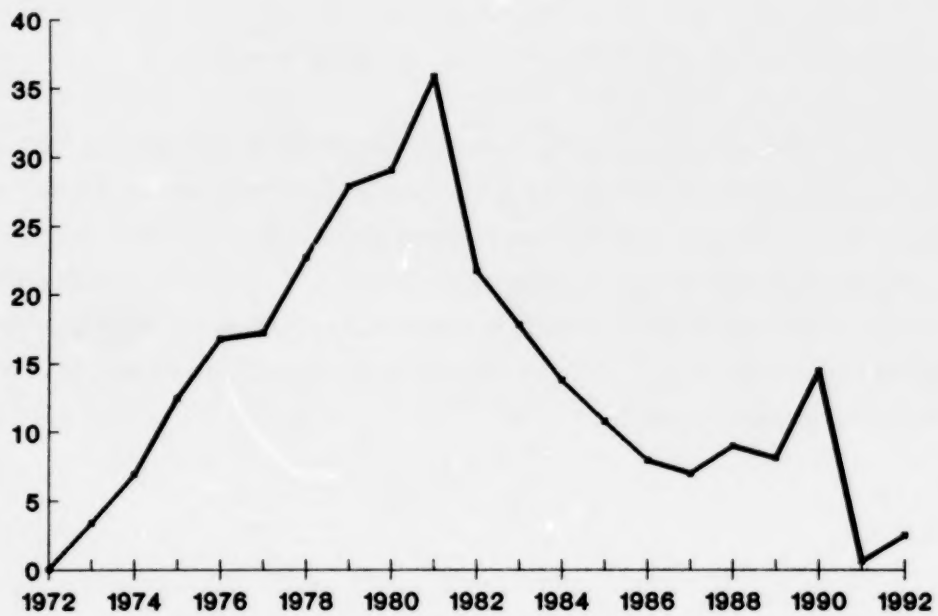
La production d'un indice de prix particulier pour les commissions scolaires sert principalement à exprimer leurs dépenses de fonctionnement en dollars constants et permet donc de distinguer les variations de dépenses attribuables à des changements de prix de celles qui découlent de modifications dans le volume des ressources réelles. À cette fin, l'indice de prix de l'enseignement est beaucoup plus précis que l'indice des prix à la consommation (IPC). Ce dernier indique l'évolution du prix d'un panier de biens et de services qu'achète un groupe représentatif de ménages urbains.

Si l'on compare l'évolution de l'indice de prix de l'enseignement à l'IPC au cours de la période allant de 1972 à 1981, on constate que les commissions scolaires ont été davantage touchées par l'inflation que la famille canadienne moyenne. Au cours de cette période, l'indice de prix de l'enseignement s'est accru de 161 p. 100, alors que l'IPC augmentait de 125 p. 100, soit un écart de 36 points de pourcentage. Cet important écart s'explique par la générosité des politiques salariales au cours de cette période, mais aussi par les fortes hausses du prix de l'énergie.

Inversement, entre 1981 et 1992, l'indice de prix de l'enseignement a augmenté de 50 p. 100 en comparaison de 73 p. 100 pour l'IPC, soit 23 points de pourcentage de moins. La récupération, au début de 1983, d'une partie des augmentations de salaires accordées précédemment et les politiques de restrictions salariales qui ont suivi ultérieurement expliquent en bonne partie l'augmentation moins importante de l'indice de prix de l'enseignement. La diminution du prix moyen de l'énergie consommée par les commissions scolaires en est également une raison.

L'évolution en sens inverse de ces indices au cours des deux périodes considérées ici fait que, lorsqu'on compare le niveau des indices de prix, en 1992, on constate qu'ils sont pratiquement identiques. Le graphique qui suit illustre le mouvement de balancier qui s'est produit: l'écart absolu entre les deux indices s'est accru jusqu'en 1981-1982 pour atteindre un sommet, puis il a diminué et devient presque nul en 1992-1993.

Graphique 1 Écart entre l'indice de prix des intrants des commissions scolaires du Québec et l'IPC, de 1972 à 1992



## TABLE DES MATIÈRES


Page

INTRODUCTION . . . . . 1

I- INDICES DE PRIX POUR LES DÉPENSES SALARIALES DES COMMISSIONS SCOLAIRES . . . . . 3

1.1 Indice de salaires du personnel enseignant . . . . . 3
1.2 Indice de salaires du personnel non enseignant . . . . . 7
1.3 Indice de salaires pour l'ensemble du personnel . . . . . 10

II- INDICE DE PRIX POUR LES AVANTAGES SOCIAUX . . . . . 13

III- INDICE DE PRIX POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE . . . . . 15

IV- INDICE DE PRIX POUR LES «AUTRES DÉPENSES» . . . . . 17

V- INDICE DE PRIX POUR L'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES . . . . . 23

ANNEXE 1 Indice de prix de l'enseignement sans le transport scolaire . . . . . 27

ANNEXE 2 Formule utilisée pour l'estimation des indices de salaires du personnel des commissions scolaires . . . . . 29

ANNEXE 3 Indice de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires . . . . . 33

## LISTE DES TABLEAUX

### Document principal


| | | Page |
|---|---|---|
| Tableau 1 | Indices de salaires du personnel enseignant, du personnel non enseignant et de l'ensemble du personnel des commissions scolaires et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992 | 6 |
| Tableau 2 | Indices de salaires du personnel non enseignant des commissions scolaires selon la catégorie, de 1972 à 1992 | 9 |
| Tableau 3 | Indice de prix des «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie), indice de prix de l'énergie, indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses» (avec les coûts de l'énergie) et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992 | 21 |
| Tableau 4 | Indices de salaires pour l'ensemble du personnel, indices de prix pour les avantages sociaux, le transport scolaire et les «autres dépenses», indice composite global (pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement des commissions scolaires) et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992 | 25 |


### Annexe 1


| | | |
|---|---|---|
| Tableau 1 | Indice de prix de l'enseignement des commissions scolaires, sans le transport scolaire, et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992 | 27 |


### Annexe 3


| | | |
|---|---|---|
| Tableau 1 | Poids estimés des catégories de dépenses retenues et désignation des indices de prix choisis pour établir l'indice de prix pour les «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) des commissions scolaires, de 1972 à 1979 | 34 |
| Tableau 2 | Indices de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie) selon la catégorie de dépenses et l'année, de 1972 à 1979 | 35 |
| Tableau 3 | Poids estimés des catégories de dépenses retenues et désignation des indices de prix choisis pour établir l'indice de prix pour les «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) des commissions scolaires, de 1980 à 1992 | 36 |

Page

Tableau 4 Indices de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie) selon la catégorie de dépenses et l'année, de 1980 à 1992 37

Tableau 5 Indices de prix et poids estimés des «autres dépenses» des commissions scolaires (sans les coûts de l'énergie) et du coût de l'énergie, ainsi que l'indice de prix de l'ensemble des «autres dépenses», de 1972 à 1992 38

## INTRODUCTION

Ce document a pour objectifs de fournir des données sur l'évolution des prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour produire des services éducatifs et de présenter la méthodologie retenue pour établir les indices de prix des commissions scolaires.

Pourquoi s'intéresser à l'évolution des prix des intrants des commissions scolaires? C'est que, dans les limites de nos analyses de l'évolution des dépenses des commissions scolaires, il est indispensable de disposer d'un indice de prix qui nous permette de distinguer les variations de dépenses attribuables à des changements de prix de celles qui découlent de changements dans le volume des ressources réelles consacrées à l'éducation.

Alors, pourquoi ne pas utiliser l'indice des prix à la consommation (IPC) pour dégonfler les dépenses des commissions scolaires? L'IPC mesure l'évolution du prix d'un panier de biens et services qu'achète un groupe représentatif de ménages urbains. Cependant, l'évolution de cet indice ne reflète pas tellement bien les effets de l'inflation sur les dépenses de fonctionnement des commissions scolaires.

En fait, le panier de biens et services «consommés» par les commissions scolaires est bien différent dans sa composition de celui de la famille canadienne typique et l'évolution des prix des biens et services compris dans chaque panier peut différer sensiblement.

Nous avons donc produit un indice de prix particulier pour les commissions scolaires: l'indice de prix des intrants des commissions scolaires. C'est cet indice qui nous donne une estimation de l'évolution des prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour fournir des services éducatifs.

Afin de pouvoir calculer l'indice de prix global (pour l'ensemble des biens et services utilisés), il faut tout d'abord déterminer les indices de prix associés à chaque élément de dépenses. Ces éléments de dépenses sont regroupés dans les grandes catégories suivantes: les salaires du personnel des commissions scolaires, les avantages sociaux, le transport scolaire et les autres dépenses[1]. Lorsqu'on dispose des indices de prix associés à chacune de ces catégories de dépenses, il est possible d'en faire la somme pondérée pour obtenir l'indice de prix global[2].

Les chapitres qui suivent expliquent la méthode de calcul des indices de prix associés à chaque catégorie de dépenses, ainsi que la façon d'obtenir l'indice composite global. Des données sont fournies sur les indices pour la période allant de 1972 à 1992[3]. Les sources des données utilisées dans le calcul des indices sont également indiquées dans le texte.

---

1. La dépense de fonctionnement considérée exclut l'éducation des adultes, le service de la dette, les immobilisations financées à même les revenus courants ainsi que les dépenses de transfert. Ce concept de dépense est le même que celui qui est utilisé dans le calcul des indicateurs d'effort financier en éducation. Voir à ce sujet:
   - Direction des études économiques et démographiques, **Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire**, ministère de l'Éducation du Québec (publication annuelle);
   - M. Demers, **L'effort financier pour l'enseignement primaire et secondaire: Une comparaison Québec — Autres provinces — États-Unis de 1981-1982 à 1991-1992**, Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec, décembre 1992.

2. En fait, il faut tout d'abord effectuer la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires, puis, selon les taux obtenus, on calcule l'indice composite. Des exemples de calcul sont fournis au bas des tableaux 2 et 4 de l'annexe 3.

3. L'annexe 1 présente les données sur l'indice de prix de l'enseignement **sans** le transport scolaire.

# I- INDICES DE PRIX POUR LES DÉPENSES SALARIALES DES COMMISSIONS SCOLAIRES

De façon générale, lorsqu'on veut calculer l'évolution du prix d'un bien ou d'un service donné, il faut être en mesure d'en maintenir de manière fixe la quantité et la qualité au cours de la période considérée. Dans le cas des salaires versés au personnel des commissions scolaires, il s'agit de mesurer les variations de rémunération en maintenant fixes leurs qualifications et leur nombre au cours d'une période donnée.

Cela signifie que, pour un nombre d'employés donné, toute variation de rémunération autre que celle qui est attribuable à un changement dans le niveau moyen de leurs qualifications est considérée comme une augmentation du prix de leurs services. Il peut s'agir d'augmentations de traitement attribuables à la protection du pouvoir d'achat, à l'enrichissement collectif et aux modifications dans les structures salariales[1].

Ce chapitre est divisé en trois sections. La première porte sur l'indice de salaires du personnel enseignant, la seconde sur l'indice de salaires du personnel non enseignant et la dernière sur l'indice composite pour l'ensemble du personnel.

## 1.1 Indice de salaires du personnel enseignant

Pour calculer l'indice de salaires du personnel enseignant, il faut disposer de la répartition de l'effectif enseignant selon l'expérience et la scolarité reconnues aux fins de traitement, ainsi que les échelles de salaires correspondantes pour chacune des années de la période considérée.

---

1. Comme exemple de changement dans les structures salariales, on peut indiquer que le nombre d'années de scolarité minimum reconnu aux fins de traitement chez les enseignants est passé de 12 à 14 entre 1974 et 1978, ce qui signifie qu'un nombre important d'enseignants ont bénéficié d'accroissements de traitement supplémentaires sans augmentation réelle de leurs qualifications.

Le **Coût global de la rémunération**[1] nous fournit les données sur la répartition de l'effectif enseignant selon l'expérience et la scolarité reconnues aux fins de traitement, ainsi que les échelles de salaires correspondantes pour la plupart des années de la période considérée[2]. Les données du **Coût global de la rémunération** proviennent du système PERCOS[3]. Les données sur l'effectif ont comme date de référence le 30 septembre et les données sur les salaires concernent la période du 1er juillet au 30 juin[4].

Lorsqu'on dispose de la ventilation de l'effectif enseignant et des salaires selon l'expérience et la scolarité, il est possible de calculer les indices de salaires à qualification et nombre constants. Pour ce faire, nous avons utilisé un indice de prix de type Laspeyres[5] avec changement de poids à tous les ans (sauf pour la période allant de 1972 à 1978, où les poids de 1974-1975 ont été utilisés pour toutes les années)[6].

---

1. Il s'agit d'une production de données annuelle de la Direction générale des ressources informationnelles du MEQ pour le Conseil du trésor et la Direction générale des ressources humaines du MEQ. Pour les années 1972 à 1978, les sources des données sont fournies dans la publication suivante: L. Couture, **Indice de prix pour les commissions scolaires**, Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec, mars 1979.

2. Pour certaines années, il faut se reporter aux échelles de salaires des conventions collectives et tenir compte des paramètres de la politique salariale qui ne sont pas comptabilisés dans les échelles de traitements des enseignants. Ainsi, nous avons dû intégrer aux traitements de base des conventions collectives les montants forfaitaires accordés aux enseignants.

3. Direction générale des ressources informationnelles, **Personnel des commissions scolaires**, ministère de l'Éducation du Québec.

4. Pour certaines années, les salaires des enseignants sont indexés au 1er janvier. Pour le calcul des indices de salaires, les échelles de traitements sont pondérées de façon à refléter les salaires des enseignants pour la période du 1er juillet au 30 juin (exemple: échelle de salaires de 1986-1987 = ,5 x échelle de salaires de 1986 + ,5 x échelle de salaires de 1987).

5. Voir l'annexe 2.

6. Ainsi, la ventilation de l'effectif enseignant selon l'expérience et la scolarité en 1985-1986 a été appliquée aux échelles de salaires de 1985-1986 et de 1986-1987 pour obtenir la variation de salaires à nombre et qualification constants, la ventilation de 1986-1987 a été appliquée aux échelles de salaires de 1986-1987 et 1987-1988, et ainsi de suite. L'annexe 2 fournit les raisons qui nous ont amené à faire varier les poids aussi fréquemment.

Le tableau 1 montre les indices de salaires du personnel enseignant de 1972 à 1992. Entre 1972 et 1981, l'indice a augmenté de 168 p. 100, soit un taux d'augmentation annuel composé de 11,6 p. 100. En comparaison, l'IPC a augmenté de 125 p. 100 au cours de cette période, soit un taux d'augmentation annuel composé de 9,4 p. 100.

Au cours de cette période, l'indice de salaires s'est donc accru beaucoup plus fortement que l'IPC et cela s'explique par la générosité des politiques salariales de l'époque. Dans les années 70, la politique salariale du gouvernement prévoyait la pleine protection des salaires contre l'inflation, à quoi s'ajoutait un facteur d'enrichissement collectif. En outre, les enseignants ont pu bénéficier de modifications avantageuses des structures salariales[1].

Entre 1981 et 1992, c'est l'inverse qui s'est passé: l'indice de salaires a augmenté de 45 p. 100 (le taux annuel composé est de 3,5 p. 100), alors que l'IPC s'est accru de 73 p. 100 (le taux annuel composé est de 5,1 p. 100). La progression relativement plus lente des salaires s'explique par la récupération salariale qui a eu lieu en 1983[2] et par les politiques de restrictions salariales qui ont prévalu par la suite.

Il est à remarquer que l'écart entre l'indice de salaires (268) et l'IPC (225) a atteint un maximum en 1981-1982 et que cet écart a diminué par la suite, de telle sorte qu'en 1992-1993 les deux indices sont au même niveau (390).

En outre, si nous considérons l'ensemble de la période allant de 1972 à 1992, nous obtenons un taux d'augmentation annuel composé pour l'indice des salaires qui est le même que pour l'IPC (7,0 p. 100).

---

1. Ainsi, entre 1974 et 1978, le nombre minimal d'années de scolarité reconnues aux fins de traitement est passé de 12 à 14 ans. Cela signifie qu'un nombre important d'enseignants ont pu bénéficier de hausses de traitement additionnelles, sans augmentation réelle de leurs qualifications.

2. Au début de 1983, le gouvernement du Québec a procédé à la récupération d'une partie des augmentations salariales accordées précédemment.

Tableau 1 Indices de salaires du personnel enseignant, du personnel non enseignant et de l'ensemble du personnel des commissions scolaires et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992[1]

| | Personnel enseignant | | Personnel non enseignant | | Ensemble du personnel | | IPC-Montréal | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) |
| 1972-1973 | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 1973-1974 | 112,60 | 12,60 | 112,50 | 12,50 | 112,60 | 12,60 | 107,46 | 7,46 |
| 1974-1975 | 129,49 | 15,00 | 130,16 | 15,70 | 129,72 | 15,20 | 120,27 | 11,92 |
| 1975-1976 | 149,95 | 15,80 | 147,73 | 13,50 | 149,44 | 15,20 | 133,27 | 10,81 |
| 1976-1977 | 161,95 | 8,00 | 159,55 | 8,00 | 161,40 | 8,00 | 141,40 | 6,10 |
| 1977-1978 | 174,91 | 8,00 | 172,31 | 8,00 | 174,31 | 8,00 | 153,93 | 8,86 |
| 1978-1979 | 196,77 | 12,50 | 191,26 | 11,00 | 195,40 | 12,10 | 168,08 | 9,19 |
| 1979-1980 | 215,07 | 9,30 | 207,71 | 8,60 | 213,18 | 9,10 | 181,09 | 7,74 |
| 1980-1981 | 235,07 | 9,30 | 227,44 | 9,50 | 233,01 | 9,30 | 200,30 | 10,61 |
| 1981-1982 | 267,98 | 14,00 | 259,74 | 14,20 | 265,86 | 14,10 | 225,16 | 12,41 |
| 1982-1983 | 277,09 | 3,40 | 271,71 | 4,61 | 275,75 | 3,72 | 252,25 | 12,03 |
| 1983-1984 | 280,42 | 1,20 | 280,59 | 3,27 | 280,58 | 1,75 | 264,33 | 4,79 |
| 1984-1985 | 287,85 | 2,65 | 289,40 | 3,14 | 288,41 | 2,79 | 276,41 | 4,57 |
| 1985-1986 | 296,17 | 2,89 | 297,18 | 2,69 | 296,57 | 2,83 | 288,05 | 4,21 |
| 1986-1987 | 307,28 | 3,75 | 307,70 | 3,54 | 307,51 | 3,69 | 301,24 | 4,58 |
| 1987-1988 | 320,65 | 4,35 | 320,07 | 4,02 | 320,61 | 4,26 | 315,55 | 4,75 |
| 1988-1989 | 334,53 | 4,33 | 333,19 | 4,10 | 334,27 | 4,26 | 327,29 | 3,72 |
| 1989-1990 | 350,22 | 4,69 | 348,65 | 4,64 | 349,91 | 4,68 | 344,15 | 5,15 |
| 1990-1991 | 368,33 | 5,17 | 366,74 | 5,19 | 368,04 | 5,18 | 355,58 | 3,32 |
| 1991-1992[e] | 381,11 | 3,47 | 379,14 | 3,38 | 380,74 | 3,45 | 382,96 | 7,70 |
| 1992-1993[e] | 389,61 | 2,23 | 387,97 | 2,33 | 389,34 | 2,26 | 389,89 | 1,81 |

e: estimation

Sources: - Indices de salaires: Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec.
- IPC: Statistique Canada, **Indice des prix à la consommation**, catalogue 62-010.

1. Les indices sont établis à partir des taux de variation calculés. Les taux de variation des salaires sont arrondis à un chiffre après le point pour les années 1972 à 1981.

## 1.2 Indice de salaires du personnel non enseignant

Pour ce qui concerne le calcul de l'indice de salaires du personnel non enseignant, on a distingué cinq sous-catégories de personnel: direction, professionnels non enseignants, soutien technique, soutien administratif et soutien ouvrier. Pour chaque sous-catégorie, on a calculé un indice de salaires particulier.

L'indice de salaires pour le personnel de direction a été estimé à partir des grands paramètres de la politique salariale du gouvernement relative au personnel de direction des commissions scolaires[1].

Pour les autres catégories de personnel, nous avons utilisé une méthode analogue à celle qui a servi pour le personnel enseignant. Nous avons maintenu fixes les ventilations des effectifs selon leur classement aux fins de rémunération et nous avons fait varier les échelles de salaires correspondantes afin de pouvoir calculer les variations moyennes de salaires à qualification constante.

Le **Coût global de la rémunération** fournit, pour la plupart des années, les données sur la ventilation des effectifs et des salaires selon le classement des personnes

---

1. Sources:
   - Éditeur officiel:
     - Règlement sur les conditions d'emploi des administrateurs des commissions scolaires;
     - Règlement sur les conditions d'emploi des directeurs d'école et des directeurs adjoints d'école des commissions scolaires;
     - Règlement sur les conditions d'emploi des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des commissions scolaires.

     N.B.: Il s'agit d'extraits des règlements refondus du Québec publiés par l'Éditeur officiel.

   - Certaines données nous ont été transmises directement par la Direction générale des ressources humaines du ministère de l'Éducation du Québec.

   - Pour les années 1972 à 1978: L. Couture, *op. cit.*.

aux fins de rémunération[1].

La méthode de calcul des indices revient à utiliser, comme pour le personnel enseignant, un indice de prix de type Laspeyres[2] avec changement de poids à tous les ans (sauf pour la période allant de 1972 à 1978, où les poids de 1974-1975 ont été utilisés pour toutes les années)[3].

Le tableau 2 fournit les indices de salaires du personnel non enseignant selon la catégorie et l'année. Lorsqu'on compare l'augmentation de l'indice de salaires de 1972 à 1981, selon les catégories de personnel, on constate que les taux de variation sont plus élevés pour les catégories moins bien rémunérées: 158 p. 100 pour le personnel de soutien technique, 184 p. 100 pour le personnel de soutien administratif et 189 p. 100 pour le personnel de soutien ouvrier. En comparaison, l'indice de salaires du personnel de direction s'est accru de 141 p. 100 et celui des professionnels non enseignants, de 148 p. 100.

Ces différences dans l'évolution des indices de salaires s'expliquent par les politiques salariales qui, certaines années, ont accordé des augmentations de salaires en fonction inverse du niveau de revenu: plus le niveau de rémunération était faible, plus le taux d'augmentation était élevé[4]. Pour l'ensemble du personnel non enseignant, l'indice de salaires s'est accru de 160 p. 100 entre 1972 et 1981, soit près de 35 points de pourcentage de plus que l'IPC (tableau 1).

---

1. Voir les sources complètes et les notes explicatives fournies à la section 1.1.

2. Voir l'annexe 2.

3. Voir la note 6 de la page 4.

4. Ainsi, la protection de base relative à la perte du pouvoir d'achat au 1er juillet 1979 et au 1er juillet 1980 était déterminée à partir d'une fonction exponentielle qui favorisait les bas salariés. Pour les années antérieures, l'application graduelle de clauses de salaire minimum a permis au personnel de soutien d'obtenir des taux d'augmentation de salaire supérieurs à ceux des autres catégories de personnel.

Tableau 2 Indices de salaires du personnel non enseignant des commissions scolaires selon la catégorie, de 1972 à 1992[1]

| | Direction | | Professionnels non enseignants | | Soutien technique | | Soutien administratif | | Personnel de métier et ouvrier | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) |
| 1972-1973 | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 1973-1974 | 112,60 | 12,60 | 112,60 | 12,60 | 112,60 | 12,60 | 112,60 | 12,60 | 112,60 | 12,60 |
| 1974-1975 | 129,49 | 15,00 | 129,49 | 15,00 | 129,49 | 15,00 | 133,09 | 18,20 | 129,83 | 15,30 |
| 1975-1976 | 142,44 | 10,00 | 144,25 | 11,40 | 144,77 | 11,80 | 155,32 | 16,70 | 156,06 | 20,20 |
| 1976-1977 | 153,84 | 8,00 | 155,79 | 8,00 | 156,35 | 8,00 | 167,75 | 8,00 | 168,54 | 8,00 |
| 1977-1978 | 166,15 | 8,00 | 168,25 | 8,00 | 168,86 | 8,00 | 181,17 | 8,00 | 182,02 | 8,00 |
| 1978-1979 | 184,43 | 11,00 | 186,76 | 11,00 | 187,43 | 11,00 | 201,10 | 11,00 | 202,04 | 11,00 |
| 1979-1980 | 196,42 | 6,50 | 201,33 | 7,80 | 205,80 | 9,80 | 223,02 | 10,90 | 224,47 | 11,10 |
| 1980-1981 | 211,15 | 7,50 | 217,84 | 8,20 | 226,38 | 10,00 | 248,89 | 11,60 | 251,86 | 12,20 |
| 1981-1982 | 240,71 | 14,00 | 248,34 | 14,00 | 258,07 | 14,00 | 283,73 | 14,00 | 288,88 | 14,70 |
| 1982-1983 | 241,91 | 0,50 | 255,54 | 2,90 | 271,75 | 5,30 | 306,71 | 8,10 | 317,48 | 9,90 |
| 1983-1984 | 257,30 | 6,36 | 254,90 | -0,25 | 277,27 | 2,03 | 311,92 | 1,70 | 329,10 | 3,66 |
| 1984-1985 | 267,05 | 3,79 | 258,90 | 1,57 | 284,62 | 2,65 | 320,19 | 2,65 | 342,76 | 4,15 |
| 1985-1986 | 274,50 | 2,79 | 261,70 | 1,08 | 292,82 | 2,88 | 329,41 | 2,88 | 355,20 | 3,63 |
| 1986-1987 | 284,11 | 3,50 | 269,37 | 2,93 | 303,92 | 3,79 | 341,86 | 3,78 | 368,77 | 3,82 |
| 1987-1988 | 293,91 | 3,45 | 279,42 | 3,73 | 317,57 | 4,49 | 357,28 | 4,51 | 385,66 | 4,58 |
| 1988-1989 | 307,28 | 4,55 | 285,51 | 2,18 | 331,64 | 4,43 | 373,25 | 4,47 | 402,98 | 4,49 |
| 1989-1990 | 319,57 | 4,00 | 298,59 | 4,58 | 348,22 | 5,00 | 393,93 | 5,54 | 422,16 | 4,76 |
| 1990-1991 | 333,09 | 4,23 | 313,73 | 5,07 | 367,65 | 5,58 | 420,24 | 6,68 | 444,53 | 5,30 |
| 1991-1992[e] | 341,42 | 2,50 | 324,59 | 3,46 | 380,92 | 3,61 | 439,57 | 4,60 | 460,27 | 3,54 |
| 1992-1993[e] | 349,03 | 2,23 | 331,86 | 2,24 | 389,60 | 2,28 | 451,53 | 2,72 | 470,49 | 2,22 |

e: estimation

Source: - Indices de salaires: Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec.

1. Les indices sont établis à partir des taux de variation calculés. Les taux de variation des salaires sont arrondis à un chiffre après le point pour les années 1972 à 1982.

Pour la période qui comprend les années 1981 à 1992, il y a également des différences dans le taux d'augmentation de l'indice de salaires associé à chacune des catégories de personnel non enseignant: 45 p. 100 pour le personnel de direction, 34 p. 100 pour les professionnels non enseignants, 51 p. 100 pour le personnel de soutien technique, 59 p. 100 pour le personnel de soutien administratif et 63 p. 100 pour le personnel de soutien ouvrier (tableau 2).

Le taux d'augmentation de l'indice de salaires pour les professionnels non enseignants a été beaucoup moindre que celui des autres catégories de personnel, en raison du gel des salaires des personnes ayant atteint le sommet de leur classification. Inversement, le personnel de soutien a obtenu des taux d'augmentation plus élevés en raison de politiques salariales plus généreuses pour les bas salariés.

Pour l'ensemble du personnel non enseignant, l'indice de salaires s'est accru de 49 p. 100 entre 1981 et 1992, soit 24 points de pourcentage de moins que l'IPC (tableau 1). La récupération salariale de 1983 et les politiques de restrictions salariales imposées par la suite expliquent cet important écart.

### 1.3 Indice de salaires pour l'ensemble du personnel

Le tableau 1 fournit l'indice de salaires pour l'ensemble du personnel des commissions scolaires. Cet indice est obtenu en effectuant la somme pondérée des indices de salaires associés à chacune des catégories de personnel[1]. Les poids sont déterminés d'après les masses salariales versées aux différentes catégories de personnels pour chacune des années considérées. Les données sur les masses salariales proviennent du **Coût global de la rémunération**[2].

---

1. En fait, il faut tout d'abord effectuer la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires, puis, selon les taux obtenus, on calcule l'indice composite. Des exemples de calcul sont donnés au bas des tableaux 2 et 4 de l'annexe 3.

2. Voir les notes 1 et 2 de la page 4.

Entre 1972 et 1981, l'indice composite de l'ensemble du personnel s'est accru de 166 p. 100. Rappelons que l'indice de salaires du personnel enseignant a augmenté de 168 p. 100 au cours de cette période et celui du personnel non enseignant de 160 p. 100. Le taux de variation de l'indice de salaires pour l'ensemble du personnel est plus proche de celui qui a été calculé pour les enseignants, du fait que les salaires versés aux enseignants accaparent près de 75 p. 100 de la masse salariale totale.

L'accroissement plus important de l'indice de salaires du personnel enseignant au cours de cette période s'explique principalement par l'augmentation du nombre minimal d'années de scolarité reconnues aux fins de traitement chez les enseignants. Il est passé de 12 à 14 ans entre 1974 et 1978, ce qui signifie qu'un nombre important d'enseignants ont pu bénéficier de hausses de traitement additionnelles, sans augmentation réelle de leurs qualifications.

Entre 1981 et 1992, l'indice composite de l'ensemble du personnel s'est accru de 46 p. 100 (45 p. 100 pour le personnel enseignant et 49 p. 100 pour le personnel non enseignant). Au cours de cette période, l'indice de salaires du personnel non enseignant s'est accru un peu plus fortement que celui qui est associé au personnel enseignant, en raison des politiques salariales plus généreuses envers les catégories de personnel dont le revenu est relativement faible (personnels de soutien).

## II- INDICE DE PRIX POUR LES AVANTAGES SOCIAUX

L'indice de prix pour les avantages sociaux a été établi à partir de l'indice de salaires de l'ensemble du personnel des commissions scolaires. Comme nous ne disposions pas de données qui auraient permis de calculer un indice de prix propre aux avantages sociaux et que, d'autre part, une certaine portion des sommes versées à ce chapitre sont directement liées aux salaires, nous avons opté pour cette solution.

On remarque donc, dans le tableau 4 (page 25), que l'indice de prix associé aux avantages sociaux pour une année donnée est identique à l'indice de salaires associé à l'ensemble du personnel pour la même année.

## III- INDICE DE PRIX POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE

L'indice de prix pour le transport scolaire a été établi d'après les taux d'indexation des prix des contrats de transport scolaire (sauf pour 1972-1973 et 1973-1974, où l'indice de prix du transport en commun de Statistique Canada a été utilisé)[1].

De 1974 à 1981, c'est la Commission des transports du Québec qui déterminait le taux d'indexation des prix des contrats de transport scolaire. Depuis ce temps, le taux d'indexation est établi annuellement par le ministère des Transports du Québec à partir d'une somme pondérée de deux indices de prix de Statistique Canada (l'IPC et un indice de prix propre au transport). Il est à noter cependant que pour les années 1982 à 1984 les taux calculés selon les indices de prix de Statistique Canada ont été réduits de 2 à 3 points de pourcentage par année, à la suite des mesures de compressions budgétaires décrétées à l'époque.

Les indices de prix pour le transport scolaire calculés d'après les taux d'indexation des prix des contrats de transport scolaire constituent de bien meilleurs indices pour dégonfler les dépenses des commissions scolaires que les indices de prix de Statistique Canada pour le transport. En effet, ils reflètent parfaitement l'effet de l'inflation sur les dépenses effectuées par les commissions scolaires pour le transport scolaire, tandis que les indices de Statistique Canada traduisent l'évolution des prix du transport en général.

Le tableau 4 (page 25) fournit l'indice de prix du transport scolaire de 1972 à 1992. Entre 1972 et 1981, cet indice s'est accru de 97 p. 100, alors que l'IPC a

---

1. Sources:

- 1972-1973 et 1973-1974: Statistique Canada, **Indice des prix à la consommation**, catalogue 62-010;
- 1974 à 1978: R. Lepage, **Le transport scolaire - Une analyse des dépenses de 1974 à 1978**, Direction des études économiques et démographiques, septembre 1981;
- 1979 à 1992: Direction du service de l'administration des programmes du ministère des Transports.

augmenté de 125 p. 100 et l'indice des prix du transport local de Statistique Canada de 94 p. 100.

Entre 1981 et 1992, le taux d'augmentation de l'indice de prix du transport scolaire a été de 75 p. 100, soit sensiblement le même taux d'augmentation que l'IPC (73 p. 100), mais beaucoup moins élevé que celui du transport local et de banlieue de Statistique Canada (128 p. 100). L'accroissement moins important de l'indice de prix propre au transport scolaire par rapport à l'indice de prix du transport local s'explique en partie par les compressions budgétaires qui ont touché le transport scolaire québécois.

## IV- INDICE DE PRIX POUR LES «AUTRES DÉPENSES»

Les «autres dépenses» sont constituées des éléments de dépenses autres que ceux qui ont trait aux salaires du personnel des commissions scolaires, aux avantages sociaux et au transport scolaire. Elles comprennent donc les frais de voyage, les fournitures et matériel didactiques, les fournitures et matériel spécialisés, les services, honoraires et contrats et autres.

Il n'est cependant pas possible d'obtenir directement les indices de prix qui sont associés à ces catégories de dépenses. Pour les estimer, il faut tout d'abord déterminer la composition des dépenses selon les catégories de dépenses auxquelles on peut associer des indices de prix. Il s'agit ensuite d'estimer la somme d'argent consacrée à chacune des catégories de dépenses retenues afin de pouvoir déterminer leur poids respectif. Puis, il faut choisir les indices de prix qui seront associés à chaque élément de dépenses. Enfin, il faut faire la somme pondérée des indices choisis pour obtenir l'indice composite des «autres dépenses»[1].

Les rapports financiers des commissions scolaires nous fournissent une ventilation des «autres dépenses» selon l'activité et la nature de dépenses, mais les éléments du tableau croisé ne permettent d'établir qu'une partie des montants consacrés aux biens et services auxquels on peut associer des indices de prix.

Pour estimer les montants dépensés pour les autres biens et services retenus, il a fallu se référer aux rares études qui contenaient des éléments d'information sur les dépenses non salariales des commissions scolaires, à des banques de données fournies par des commissions scolaires et à l'expérience de gens du milieu.

---

1. En fait, il faut tout d'abord effectuer la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires, puis, selon les taux obtenus, on calcule l'indice composite. Des exemples de calcul sont fournis au bas des tableaux 2 et 4 de l'annexe 3.

La ventilation des «autres dépenses» selon les catégories auxquelles on peut associer des indices de prix a été effectuée pour les années 1976 et 1985. Cela nous a permis d'établir une structure de pondération pour chacune de ces deux années. Les poids estimés pour 1976 ont été utilisés pour pondérer les indices de prix associés aux éléments de dépenses retenus pour la période allant de 1972 à 1979 et les poids estimés de 1985 pour la période 1980 à 1992[1]. On a cependant fait une exception pour les coûts de l'énergie.

Compte tenu de l'importance relative des coûts de l'énergie dans les «autres dépenses» et des fortes fluctuations du prix de l'énergie au cours de la période considérée, nous avons fait varier le poids relatif de cette catégorie de dépenses pour chacune des années 1977 à 1990. Le poids des dépenses pour la consommation d'énergie est cependant demeuré fixe pour la période allant de 1972 à 1976 (1976 est l'année de pondération) et pour celle qui va de 1990 à 1992 (1990 est l'année de pondération)[1].

Le choix des indices de prix associés aux éléments de dépenses retenus a été fait de manière à refléter le plus adéquatement possible les variations de prix des biens et services achetés par les commissions scolaires. La plupart des indices utilisés ont été produits par Statistique Canada[1].

Il est à noter que pour les dépenses résultant de la consommation d'énergie par les commissions scolaires, l'indice de prix a été établi à partir du coût de l'énergie par unité de superficie des bâtiments du réseau scolaire[2]. Cet indice reflète mieux les

---

1. Voir l'annexe 3.

2. Les données de base ayant servi au calcul de l'indice de prix associé aux dépenses pour la consommation d'énergie pour la période allant de 1978 à 1990 proviennent de la publication suivante: J. Drouin et M. Parent, **Bilan 1990-1991 concernant la politique énergétique dans le réseau scolaire**, Direction générale des services administratifs aux réseaux, ministère de l'éducation du Québec, juillet 1992 (nous nous sommes référé également à des éditions antérieures de cette publication). Les données pour la période de 1972 à 1977 et pour les années 1991-1992 et 1992-1993 ont été estimées d'après les indices de prix de l'énergie de Statistique Canada qui proviennent de la publication suivante: **Indice des prix de vente dans l'industrie**, catalogue 62-011.

variations de prix de l'énergie qu'ont dû subir les commissions scolaires que les indices de prix de l'énergie de Statistique Canada. En effet, l'indice de prix que nous avons calculé est propre aux commissions scolaires du Québec et prend en considération tous les éléments qui ont une incidence sur les prix de l'énergie qu'elles consomment. Ainsi, les conversions des systèmes de chauffage à l'huile à la bi-énergie, ces dernières années, permettent à des commissions scolaires de bénéficier de réductions sur leur facture d'électricité (le tarif bi-énergie étant beaucoup plus avantageux que le tarif régulier) et notre indice de prix en tient compte.

Certains des indices de prix associés à d'autres éléments de dépenses reflètent cependant moins bien l'évolution des prix des biens et services qu'ils comprennent. Ainsi, l'indice de prix des revues et périodiques est plus ou moins adéquat pour refléter l'évolution des prix des livres de classe et de bibliothèque[1]. Mais il n'existe pas, à notre connaissance, d'indice plus précis. Une autre solution aurait été d'ajouter les éléments de dépenses pour lesquels on ne dispose pas de bons indices de prix aux «dépenses non réparties» et, donc, de leur associer l'IPC[1]. Nous croyons cependant que l'IPC serait encore moins pertinent que les indices que nous avons choisis pour estimer l'évolution de leur prix. Il faut dire également que les éléments de dépenses pour lesquels les indices choisis sont moins satisfaisants occupent un poids relativement faible dans l'ensemble et ont donc peu d'influence sur l'évolution de l'indice de prix global pour les «autres dépenses».

Le tableau 3 fournit l'indice de prix associé aux «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie), l'indice calculé pour les dépenses de consommation d'énergie et l'indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses» (avec les coûts de l'énergie) pour la période allant de 1972 à 1992. On remarque qu'entre 1972 et 1981 l'indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses» s'est accru plus fortement que l'IPC (170 contre 125 p. 100), alors qu'entre 1981 et 1992 c'est l'inverse qui s'est produit (63 contre 73 p. 100).

---

1. Voir l'annexe 3.

L'importante différence entre l'évolution de ces deux indices s'explique en bonne partie par les fortes fluctuations des prix de l'énergie qui se sont produites durant les périodes considérées. Entre 1972 et 1981, l'indice de prix de l'énergie s'est accru de 266 p. 100, en comparaison de 125 p. 100 pour l'IPC, alors qu'entre 1981 et 1992 l'indice de prix de l'énergie s'est accru de 42 p. 100, en comparaison de 73 p. 100 pour l'IPC.

Lorsqu'on compare l'évolution de l'indice de prix des «autres dépenses», **sans les coûts de l'énergie**, et l'IPC, on constate que les différences sont beaucoup moins accentuées. Entre 1972 et 1981, l'indice de prix pour les «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) s'est accru de 146 p. 100 en comparaison de 125 p. 100 pour l'IPC, soit un écart de 21 points de pourcentage (au lieu de 45 points de pourcentage lorsque les «autres dépenses» incluent les coûts de l'énergie). Entre 1981 et 1992, le taux de variation des «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) est de 70 p. 100, soit à peu près le même taux d'augmentation que l'IPC (73 p. 100). Rappelons que le taux de variation correspondant pour l'ensemble des «autres dépenses» (y compris les coûts de l'énergie) est de 63 p. 100.

Tableau 3 Indice de prix des «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie), indice de prix de l'énergie, indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses» (avec les coûts de l'énergie) et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992

| | Autres dépenses (sans l'énergie) | | Énergie | | Autres dépenses (avec l'énergie) | | IPC-Montréal (juillet) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) |
| 1972-1973 | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 1973-1974 | 107,30 | 7,30 | 107,31 | 7,30 | 107,30 | 7,30 | 107,46 | 7,46 |
| 1974-1975 | 124,65 | 16,17 | 140,00 | 30,48 | 127,61 | 18,93 | 120,27 | 11,92 |
| 1975-1976 | 141,10 | 13,20 | 151,60 | 8,29 | 143,24 | 12,25 | 133,27 | 10,81 |
| 1976-1977 | 154,82 | 9,72 | 171,70 | 13,26 | 158,14 | 10,40 | 141,40 | 6,10 |
| 1977-1978 | 168,30 | 8,71 | 195,10 | 13,63 | 173,51 | 9,72 | 153,93 | 8,86 |
| 1978-1979 | 179,26 | 6,51 | 219,79 | 12,66 | 186,87 | 7,70 | 168,08 | 9,19 |
| 1979-1980 | 199,14 | 11,09 | 265,30 | 20,71 | 211,62 | 13,24 | 181,09 | 7,74 |
| 1980-1981 | 220,61 | 10,78 | 321,94 | 21,35 | 240,46 | 13,63 | 200,30 | 10,61 |
| 1981-1982 | 246,33 | 11,66 | 365,99 | 13,68 | 269,89 | 12,24 | 225,16 | 12,41 |
| 1982-1983 | 275,77 | 11,95 | 368,41 | 0,66 | 294,32 | 9,05 | 252,25 | 12,03 |
| 1983-1984 | 292,45 | 6,05 | 381,97 | 3,68 | 310,24 | 5,41 | 264,33 | 4,79 |
| 1984-1985 | 304,35 | 4,07 | 394,07 | 3,17 | 322,18 | 3,85 | 276,41 | 4,57 |
| 1985-1986 | 320,33 | 5,25 | 383,42 | -2,70 | 332,91 | 3,33 | 288,05 | 4,21 |
| 1986-1987 | 332,70 | 3,86 | 351,95 | -8,21 | 337,07 | 1,25 | 301,24 | 4,58 |
| 1987-1988 | 349,43 | 5,03 | 374,22 | 6,33 | 354,97 | 5,31 | 315,55 | 4,75 |
| 1988-1989 | 367,22 | 5,09 | 383,90 | 2,59 | 371,26 | 4,59 | 327,29 | 3,72 |
| 1989-1990 | 387,31 | 5,47 | 425,53 | 10,84 | 395,88 | 6,63 | 344,15 | 5,15 |
| 1990-1991 | 397,57 | 2,65 | 474,91 | 11,60 | 414,05 | 4,59 | 355,58 | 3,32 |
| 1991-1992[e] | 413,23 | 3,94 | 503,88 | 6,10 | 432,31 | 4,41 | 382,96 | 7,70 |
| 1992-1993[e] | 419,02 | 1,40 | 519,50 | 3,10 | 439,96 | 1,77 | 389,89 | 1,81 |

e: estimation

Sources: - Voir le texte qui précède ainsi que l'annexe 3.
- IPC: Statistique Canada, **Indice des prix à la consommation**, catalogue 62-010.

## V- INDICE DE PRIX POUR L'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES

Le tableau 4 présente le sommaire des données sur les indices de prix. On y trouve l'indice de salaires pour l'ensemble du personnel, l'indice de prix pour les avantages sociaux, l'indice de prix pour le transport scolaire, l'indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses», l'indice composite global (pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement des commissions scolaires) ainsi que l'IPC.

Pour obtenir l'indice de prix composite total, pour chaque année de la période considérée, il faut effectuer la somme pondérée des indices de prix associés aux catégories de dépenses des commissions scolaires[1]. Les poids sont obtenus en calculant la proportion de la dépense totale que représente chacune des grandes catégories de dépenses retenues. Les données sur les dépenses proviennent des **rapports financiers** annuels des commissions scolaires.

Lorsqu'on compare l'évolution de l'indice de prix composite avec l'IPC, on distingue de nouveau deux périodes à l'intérieur desquelles les indices ont évolué en sens inverse. Entre 1972 et 1981, l'indice composite s'est accru de 161 p. 100 (le taux annuel composé est de 11,3 p. 100), en comparaison d'un taux d'augmentation de 125 p. 100 pour l'IPC (le taux annuel composé est de 9,4 p. 100). Entre 1981 et 1992, l'indice composite a augmenté de 50 p. 100 (le taux annuel composé est de 3,8 p. 100), en comparaison d'un taux d'augmentation de 73 p. 100 pour l'IPC (le taux annuel composé est de 5,1 p. 100).

Il est à remarquer que l'écart entre le niveau des deux indices avait atteint un maximum en 1981-1982, mais qu'il s'est presque complètement résorbé par la suite. En effet, en 1992-1993, l'indice composite (392) est très proche du niveau de l'IPC (390).

---

1. En fait, il faut tout d'abord effectuer la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires, puis, selon les taux obtenus, on calcule l'indice composite. Des exemples de calcul sont fournis au bas des tableaux 2 et 4 de l'annexe 3.

Pour l'ensemble de la période allant de 1972 à 1992, l'indice composite s'est accru à un taux annuel composé de 7,1 p. 100, soit pratiquement le même taux d'augmentation que celui de l'IPC (7,0 p. 100).

Tableau 4 Indices de salaires pour l'ensemble du personnel, indices de prix pour les avantages sociaux, le transport scolaire et les «autres dépenses», indice composite global (pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement des commissions scolaires) et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992

| | Ensemble du personnel | | Avantages sociaux | | Transport scolaire | | Autres dépenses | | Indice composite | | IPC-Montréal (juillet) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) | Indices | (%) |
| 1972-1973 | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 1973-1974 | 112,60 | 12,60 | 112,60 | 12,60 | 97,90 | -2,10 | 107,30 | 7,30 | 110,84 | 10,84 | 107,46 | 7,46 |
| 1974-1975 | 129,72 | 15,20 | 129,72 | 15,20 | 98,78 | 0,90 | 127,61 | 18,93 | 127,21 | 14,77 | 120,27 | 11,92 |
| 1975-1976 | 149,44 | 15,20 | 149,44 | 15,20 | 111,13 | 12,50 | 143,24 | 12,25 | 145,74 | 14,57 | 133,27 | 10,81 |
| 1976-1977 | 161,40 | 8,00 | 161,40 | 8,00 | 124,35 | 11,90 | 158,14 | 10,40 | 158,22 | 8,56 | 141,40 | 6,10 |
| 1977-1978 | 174,31 | 8,00 | 174,31 | 8,00 | 134,17 | 7,90 | 173,51 | 9,72 | 171,19 | 8,20 | 153,93 | 8,86 |
| 1978-1979 | 195,40 | 12,10 | 195,40 | 12,10 | 148,26 | 10,50 | 186,87 | 7,70 | 190,81 | 11,46 | 168,08 | 9,19 |
| 1979-1980 | 213,18 | 9,10 | 213,18 | 9,10 | 160,86 | 8,50 | 211,62 | 13,24 | 209,04 | 9,55 | 181,09 | 7,74 |
| 1980-1981 | 233,01 | 9,30 | 233,01 | 9,30 | 174,37 | 8,40 | 240,46 | 13,63 | 229,44 | 9,76 | 200,30 | 10,61 |
| 1981-1982 | 265,86 | 14,10 | 265,86 | 14,10 | 196,53 | 12,71 | 269,89 | 12,24 | 261,05 | 13,78 | 225,16 | 12,41 |
| 1982-1983 | 275,75 | 3,72 | 275,75 | 3,72 | 221,78 | 12,85 | 294,32 | 9,05 | 274,03 | 4,97 | 252,25 | 12,03 |
| 1983-1984 | 280,58 | 1,75 | 280,58 | 1,75 | 249,28 | 12,40 | 310,24 | 5,41 | 282,17 | 2,97 | 264,33 | 4,79 |
| 1984-1985 | 288,41 | 2,79 | 288,41 | 2,79 | 254,02 | 1,90 | 322,18 | 3,85 | 290,23 | 2,86 | 276,41 | 4,57 |
| 1985-1986 | 296,57 | 2,83 | 296,57 | 2,83 | 264,10 | 3,97 | 332,91 | 3,33 | 298,86 | 2,97 | 288,05 | 4,21 |
| 1986-1987 | 307,51 | 3,69 | 307,51 | 3,69 | 275,91 | 4,47 | 337,07 | 1,25 | 309,21 | 3,46 | 301,24 | 4,58 |
| 1987-1988 | 320,61 | 4,26 | 320,61 | 4,26 | 285,43 | 3,45 | 354,97 | 5,31 | 322,56 | 4,32 | 315,55 | 4,75 |
| 1988-1989 | 334,27 | 4,26 | 334,27 | 4,26 | 295,93 | 3,68 | 371,26 | 4,59 | 336,30 | 4,26 | 327,29 | 3,72 |
| 1989-1990 | 349,91 | 4,68 | 349,91 | 4,68 | 303,48 | 2,55 | 395,88 | 6,63 | 352,31 | 4,76 | 344,15 | 5,15 |
| 1990-1991 | 368,04 | 5,18 | 368,04 | 5,18 | 316,74 | 4,37 | 414,05 | 4,59 | 370,08 | 5,04 | 355,58 | 3,32 |
| 1991-1992e | 380,74 | 3,45 | 380,74 | 3,45 | 331,18 | 4,56 | 432,31 | 4,41 | 383,57 | 3,65 | 382,96 | 7,70 |
| 1992-1993e | 389,34 | 2,26 | 389,34 | 2,26 | 343,14 | 3,61 | 439,96 | 1,77 | 392,39 | 2,30 | 389,89 | 1,81 |

e: estimation

Sources: - Indices de prix des commissions scolaires: Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec.
- IPC: Statistique Canada, **Indice des prix à la consommation**, catalogue 62-010.

## ANNEXE 1

### Indice de prix de l'enseignement sans le transport scolaire

Cette annexe a pour objet de fournir l'indice de prix de l'enseignement sans le transport scolaire. Aux fins de nos analyses de coût, nous utilisons différents concepts de dépense de fonctionnement et il est utile de disposer d'un indice de prix de l'enseignement qui exclut le transport scolaire.

Tableau 1 Indice de prix de l'enseignement des commissions scolaires, sans le transport scolaire, et indice des prix à la consommation (IPC), de 1972 à 1992.

| | Indice composite | | IPC-Montréal | |
|---|---|---|---|---|
| | Indices | (%) | Indices | (%) |
| 1972-1973 | 100,00 | | 100,00 | |
| 1973-1974 | 111,77 | 11,77 | 107,46 | 7,46 |
| 1974-1975 | 129,39 | 15,76 | 120,27 | 11,92 |
| 1975-1976 | 148,43 | 14,72 | 133,27 | 10,81 |
| 1976-1977 | 160,75 | 8,30 | 141,40 | 6,10 |
| 1977-1978 | 173,97 | 8,22 | 153,93 | 8,86 |
| 1978-1979 | 194,04 | 11,54 | 168,08 | 9,19 |
| 1979-1980 | 212,73 | 9,63 | 181,09 | 7,74 |
| 1980-1981 | 233,72 | 9,87 | 200,30 | 10,61 |
| 1981-1982 | 266,10 | 13,85 | 225,16 | 12,41 |
| 1982-1983 | 277,84 | 4,41 | 252,25 | 12,03 |
| 1983-1984 | 284,00 | 2,22 | 264,33 | 4,79 |
| 1984-1985 | 292,32 | 2,93 | 276,41 | 4,57 |
| 1985-1986 | 300,78 | 2,89 | 288,05 | 4,21 |
| 1986-1987 | 310,95 | 3,38 | 301,24 | 4,58 |
| 1987-1988 | 324,59 | 4,39 | 315,55 | 4,75 |
| 1988-1989 | 338,57 | 4,31 | 327,29 | 3,72 |
| 1989-1990 | 355,29 | 4,94 | 344,15 | 5,15 |
| 1990-1991 | 373,39 | 5,09 | 355,58 | 3,32 |
| 1991-1992[e] | 386,75 | 3,58 | 382,96 | 7,70 |
| 1992-1993[e] | 395,22 | 2,19 | 389,89 | 1,81 |

e: estimation

Source: Les sources de données sont fournies dans le texte principal.

ANNEXE 2

**Formule utilisée pour l'estimation des indices de salaires du personnel des commissions scolaires**

Aux fins du calcul des indices de salaires du personnel enseignant, des professionnels non enseignants et du personnel de soutien, on a utilisé la formule suivante[1]:

$$I^t = \sum_{i=1}^{n} \sum_{j=1}^{m} (S_{ij}^t \div S_{ij}^{t_o}) \times W_{ij}^{t_o} \times 100$$

où,

$$W_{ij}^{t_o} = \frac{N_{ij}^{t_o} \times S_{ij}^{t_o}}{\sum_{i=1}^{n} \sum_{j=1}^{m} N_{ij}^{t_o} \times S_{ij}^{t_o}}$$

et,

$I^t$ : Indice de salaires, au temps t.

$S_{ij}^t$ : Taux de traitement de l'employé ayant le classement ij, au temps t.

$W_{ij}^{t_o}$ : Poids associé au groupe d'employés ayant le classement ij, au temps $t_o$.

$N_{ij}^{t_o}$ : Nombre d'employés ayant le classement ij, au temps $t_o$.

$t_o$ : Année de pondération.

---

1. Il s'agit de l'indice de Laspeyres. Cette formule est fournie à titre de référence. Pour certaines années, il a été possible d'effectuer le calcul des indices de salaires à partir des paramètres de la politique salariale du gouvernement (lorsque, par exemple, le taux d'indexation est uniforme pour tous les membres d'une catégorie de personnel donnée).

Pour calculer les indices de salaires d'une catégorie de personnel donnée, pour une année donnée, nous utilisons donc la formule de Laspeyres. Cependant, afin de disposer de la meilleure mesure possible de l'augmentation des salaires à qualification constante, nous avons fait varier la pondération à tous les ans (sauf pour la période de 1972 à 1978, où les poids de 1974-1975 ont été utilisés pour toutes les années). Avant d'expliquer notre choix de faire varier les poids aussi fréquemment, il peut être utile de faire un bref rappel des deux grands objectifs visés par la production d'un indice de prix. Pour ce faire, nous allons nous servir de l'indice de prix le plus connu: l'indice des prix à la consommation (IPC).

L'IPC produit par Statistique Canada vise principalement deux objectifs: mesurer la perte du pouvoir d'achat de la monnaie et calculer le taux d'inflation. En ce qui a trait au premier objectif, le choix de l'indice s'impose: un indice de type Laspeyres (le panier de biens et services qui sert de repère de base est maintenu fixe pour un certain nombre d'années afin d'être capable de répondre à la question: Combien de dollars d'aujourd'hui cela prendrait-il pour pouvoir acheter un panier de biens et services donné «fixe dans le temps»?). Cependant, en ce qui a trait au deuxième objectif (mesure de la hausse des prix), l'indice de Laspeyres procure une mesure de plus en plus imprécise au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base (la structure de pondération de l'année de base reflète de moins en moins bien la structure de pondération de l'année courante en raison des modifications des habitudes de consommation des ménages).

Statistique Canada a choisi tout de même d'utiliser un indice de prix de type Laspeyres, mais a décidé de modifier la structure de pondération assez fréquemment (à tous les quatre ans). Il semble même que des considérations techniques aient empêché l'organisme de raccourcir encore davantage ce délai.[1]

---

1. *«(...) En conséquence, Statistique Canada a adopté comme politique de mettre à jour le panier de l'IPC suivant un cycle de quatre ans (...). On serait en droit de se demander pourquoi l'on attend si longtemps avant de renouveler la composition des dépenses. Simplement parce que la réalisation, le traitement et l'analyse d'enquête-ménages à grande échelle sur les habitudes de dépenses des familles du Canada est une tâche immense qui prend beaucoup de temps (...)».* Statistique Canada, **Mise à jour de l'indice des prix à la consommation**, décembre 1981.

De notre côté, l'indice de prix de l'enseignement n'a pour seul objectif que de mesurer la hausse du prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour produire des services éducatifs. Nous ne nous sommes pas intéressés à l'aspect «perte de pouvoir d'achat» (connaître, par exemple, la quantité d'argent d'aujourd'hui qui serait nécessaire pour acheter les mêmes biens et services qui servaient à produire les services éducatifs d'il y a dix ans).

C'est dans ce contexte que nous avons décidé de modifier notre structure de pondération le plus souvent possible. Ainsi, aux fins du calcul des indices de salaires, on maintient fixe la composition du personnel pour deux années seulement. Par exemple, la ventilation de l'effectif enseignant selon l'expérience et la scolarité en 1980-1981 a été appliquée aux échelles de salaires de 1980-1981 et de 1981-1982 pour obtenir la variation de salaires à nombre et qualification constants, la ventilation de 1981-1982 a été appliquée aux échelles de salaires de 1981-1982 et 1982-1983, et ainsi de suite.

En procédant de cette façon, on mesure de façon précise l'augmentation des salaires à qualification constante. Pour montrer la nécessité de faire varier aussi souvent l'année de pondération, on peut prendre l'exemple suivant. En 1980-1981, le gouvernement a accordé aux personnels des commissions scolaires une indexation de leurs salaires qui était déterminée d'après une fonction exponentielle qui favorisait les bas salariés (le taux d'indexation était d'autant plus élevé que le niveau de traitement était faible). Pour calculer les indices de salaires de cette année-là, il est préférable d'utiliser la ventilation des effectifs pour l'année la plus près possibl de cet événement (1979-1980), car une ventilation qui correspondrait à une année plus éloignée entraînerait une imprécision dans ce calcul (la ventilation des personnels selon l'expérience et la scolarité reflète de moins en moins bien la réalité au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année 1980-1981).

Ainsi, nous avons établi qu'entre 1979-1980 et 1980-1981 l'indice de salaires des personnels des commissions scolaires avait augmenté de 9,3 p. 100. Si on avait

utilisé une ventilation correspondant à une année antérieure comme pondération fixe de référence, on aurait obtenu un taux légèrement plus élevé, car dans l'ensemble le personnel était d'un classement moins élevé et les employés auraient donc pu obtenir en moyenne une meilleure indexation. L'inverse se serait produit si on avait choisi une année postérieure.

Ce taux de 9,3 p. 100 constitue l'augmentation de prix (salaires) réelle qu'ont eu à subir les commissions scolaires à la suite des règlements salariaux entre le gouvernement et les syndicats. Il s'agit d'un taux qui est déterminé uniquement par la protection contre la perte de pouvoir d'achat qu'on a accordée au personnel des commissions scolaires et il ne prend pas en considération le coût lié au vieillissement du personnel.

ANNEXE 3

## Indice de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires

Cette annexe fournit les indices de prix et les poids associés aux éléments qui composent les «autres dépenses» des commissions scolaires. Elle indique également les sources de renseignements utilisées pour produire ces données.

Les indices de prix associés aux éléments de dépenses sont pour la plupart des indices de prix de Statistique Canada[1]. Les indices choisis sont ceux qui reflètent le mieux, à notre connaissance, l'évolution des prix des biens et services utilisés par les commissions scolaires pour donner des services éducatifs.

Les quatre premiers tableaux ont trait aux «autres dépenses» **sans les coûts de l'énergie**, tandis que le tableau 5 fournit l'indice de prix pour les coûts de l'énergie et l'indice de prix pour l'ensemble des «autres dépenses» avec les coûts de l'énergie. Les indices de prix sont exprimés en fonction de l'année de base: 1972 = 100.

---

1. Pour certaines catégories de dépenses, plusieurs indices de prix ont été utilisés. Ainsi, pour la catégorie «frais de voyage», nous avons utilisé trois indices de prix: l'indice de prix du transport interurbain (qui compte pour 50 p. 100), l'indice de prix du logement (qui compte pour 25 p. 100) et l'indice de prix des aliments consommés à l'extérieur (qui compte pour 25 p. 100).

Tableau 1 Poids estimés des catégories de dépenses retenues et désignation des indices de prix choisis pour établir l'indice de prix pour les «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) des commissions scolaires, de 1972 à 1979

| **Catégories de dépenses** | **Poids** | **Désignation des indices de prix**[1] |
|---|---|---|
| Frais de voyage | ,063 | Transport interurbain, IPC-Canada (,50)<br>Logement, IPC-Montréal (,25)<br>Aliments consommés à l'extérieur, IPC-Montréal (,25) |
| Livres de classe et de bibliothèque | ,197 | Revues et magazines, IPC-Canada |
| Assurances | ,026 | Primes d'assurances du propriétaire, IPC-Canada |
| Papeterie | ,130 | Papier à photocopie pour bleus et photocalques, IPVI-Canada (,05)<br>Blocs et tablettes d'écriture, IPVI-Canada (,20)<br>Relieurs, feuilles mobiles et autres, IPVI-Canada (,20)<br>Enveloppes fabriquées, IPVI-Canada (,10)<br>Blocs-notes, calepins et cahiers d'exercices, IPVI-Canada (,35)<br>Plumes à bille, IPVI-Canada (,10) |
| Fournitures de bureau | ,026 | Industrie des meubles de bureau, IPVI-Canada |
| Produits d'entretien ménager | ,033 | Fabricants de savon et de produits de nettoyage, IPVI-Canada |
| Matériaux de construction | ,102 | Matériaux dans la construction non résidentielle, SPC-Canada |
| Salaires pour ouvriers spécialisés[2] | ,065 | Salaires syndicaux, moyenne de 16 métiers de la construction, SPC-Montréal |
| Salaires pour services professionnels[2] | ,077 | Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal |
| Salaires pour manoeuvres[2] | ,071 | Salaire minimum[3] |
| Agences de sécurité | ,012 | Salaire minimum |
| Dépenses non réparties | ,198 | Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal |
| TOTAL | 1,000 | |

1. IPC: **Indice des prix à la consommation**, Statistique Canada, cat. 62-010;
   IPVI: **Indice des prix de vente dans l'industrie**, Statistique Canada, cat. 62-011;
   SPC: **Statistiques des prix de la construction**, Statistique Canada, cat. 62-007.

2. Les salaires dont il est question ici sont ceux qui sont compris dans la catégorie de dépenses «Services, honoraires et contrats».

3. L'indice de prix «Salaire minimum» a été calculé à partir de données obtenues de la Commission des normes du travail.

Tableau 2 Indices de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie) selon la catégorie de dépenses et l'année, de 1972 à 1979 (1972 = 100)

| Catégories de dépenses | Indices de prix (mois de juillet) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 |
| Frais de voyage | 100,0 | 103,1 | 122,1 | 137,4 | 151,5 | 161,3 | 170,1 | 185,9 |
| Livres de classe et de bibliothèque | 100,0 | 102,1 | 109,6 | 129,5 | 151,6 | 171,6 | 173,5 | 204,2 |
| Assurances | 100,0 | 125,3 | 141,5 | 162,9 | 210,3 | 249,0 | 271,6 | 286,8 |
| Papeterie | 100,0 | 107,9 | 142,0 | 156,5 | 165,4 | 165,2 | 179,0 | 201,1 |
| Fournitures de bureau | 100,0 | 109,9 | 123,9 | 137,0 | 145,7 | 156,8 | 162,1 | 181,1 |
| Produits d'entretien ménager | 100,0 | 102,0 | 117,9 | 128,6 | 132,4 | 139,2 | 150,9 | 169,1 |
| Matériaux de construction | 100,0 | 108,4 | 134,8 | 139,6 | 150,0 | 159,4 | 172,5 | 200,8 |
| Salaires pour ouvriers spécialisés[1] | 100,0 | 110,2 | 119,6 | 142,2 | 156,4 | 180,5 | 196,4 | 203,9 |
| Salaires pour services professionnels[1] | 100,0 | 107,5 | 120,3 | 133,3 | 141,4 | 153,9 | 168,1 | 181,1 |
| Salaires pour manoeuvres[1] | 100,0 | 113,3 | 140,0 | 173,3 | 191,3 | 210,0 | 218,0 | 231,3 |
| Agences de sécurité | 100,0 | 113,3 | 140,0 | 173,3 | 191,3 | 210,0 | 218,0 | 231,3 |
| Dépenses non réparties | 100,0 | 107,5 | 120,3 | 133,3 | 141,4 | 153,9 | 168,1 | 181,1 |
| TOTAL[2] | 100,0 | 107,3 | 124,7 | 141,1 | 154,8 | 168,3 | 179,3 | 199,1 |

Sources: Voir le tableau 1.

1. Les salaires dont il est question ici sont ceux qui sont compris dans la catégorie de dépenses «Services, honoraires et contrats».

2. Il s'agit de l'indice composite pour les «autres dépenses». Pour obtenir cet indice, nous avons tout d'abord effectué la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires, puis, à partir des taux obtenus, nous avons calculé l'indice composite. Ainsi, entre 1972 et 1973, le taux de variation moyen des autres dépenses est de 7,30 p. 100 et l'indice composite pour 1973 est de 107,30 (100 x 1,0730). Entre 1973 et 1974, le taux de variation moyen des autres dépenses est de 16,17 p. 100 et l'indice composite pour 1974 est de 124,65 (107,30 x 1,1617), et ainsi de suite pour les autres années (les données fournies dans ce tableau ont été arrondies à un chiffre après le point).

Tableau 3 Poids estimés des catégories de dépenses retenues et désignation des indices de prix choisis pour établir l'indice de prix pour les «autres dépenses» (sans les coûts de l'énergie) des commissions scolaires, de 1980 à 1992.

| Catégories de dépenses | Poids | Désignation des indices de prix[1] |
|---|---|---|
| Frais de voyage | ,065 | Transport, IPC-Canada (,50)<br>Logement, IPC-Montréal (,25)<br>Aliments consommés à l'extérieur, IPC-Montréal (,25) |
| Livres de classe et de bibliothèque | ,163 | Revues et périodiques, IPC-Canada |
| Matériel audio visuel | ,007 | Matériel de communication, IPVI-Canada |
| Papeterie et fournitures de bureau | ,170 | Papeterie et fournitures de bureau, IPVI-Canada |
| Produits d'entretien ménager | ,029 | Savon et produits de nettoyage, IPVI-Canada |
| Assurances | ,015 | Primes d'assurance du propriétaire, IPC-Canada |
| Communications | ,039 | Services téléphoniques, IPC-Canada |
| Matériaux de construction | ,097 | Matériaux dans la construction non résidentielle[2], SPC-Canada |
| Salaires pour ouvriers spécialisés[3] | ,068 | Salaires syndicaux, moyenne de 16 métiers de la construction[2], SPC-Montréal |
| Salaires pour services professionnels[3] | ,149 | Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal |
| Salaires pour manoeuvres[3] | ,064 | Salaire minimum[4] (,50)<br>Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal (,50) |
| Agences de sécurité | ,015 | Salaire minimum[4] (,50)<br>Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal (,50) |
| Location d'immeubles | ,021 | Logement en location, IPC-Montréal |
| Dépenses non réparties | ,098 | Indice des prix à la consommation, IPC-Montréal |
| TOTAL | 1,000 | |

1. IPC: **Indice des prix à la consommation**, Statistique Canada, cat. 62-010;
IPVI: **Indice des prix de vente dans l'industrie**, Statistique Canada, cat. 62-011;
SPC: **Statistiques des prix de la construction**, Statistique Canada, cat. 62-007.

2. À compter de 1991, les indices de prix «Matériaux dans la construction non résidentielle» et «Salaires syndicaux, moyenne de 16 métiers de la construction» ont été remplacés par l'indice de prix pour la construction de «Bâtiments institutionnels (écoles)».

3. Les salaires dont il est question ici sont ceux qui sont compris dans la catégorie de dépenses «Services, honoraires et contrats».

4. L'indice de prix «Salaire minimum» a été calculé à partir de données obtenues de la Commission des normes du travail.

Tableau 4 Indices de prix pour les «autres dépenses» des commissions scolaires du Québec (sans les coûts de l'énergie) selon la catégorie de dépenses et l'année, de 1980 à 1992 (1980 = 100)

| Catégories de dépenses | Indices de prix (mois de juillet) | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 |
| Frais de voyage | 100,0 | 113,1 | 130,3 | 137,1 | 142,4 | 149,1 | 154,5 | 161,9 | 166,8 | 176,1 | 182,1 | 191,3 | 196,4 |
| Livres de classe et de bibliothèque | 100,0 | 113,1 | 130,7 | 146,5 | 152,1 | 168,5 | 178,6 | 194,2 | 201,6 | 216,4 | 222,2 | 251,0 | 260,2 |
| Matériel audio-visuel | 100,0 | 105,8 | 113,8 | 119,9 | 128,4 | 131,4 | 136,4 | 140,0 | 137,9 | 137,0 | 145,8 | 143,8 | 146,6 |
| Papeterie et fournitures de bureau | 100,0 | 113,4 | 127,8 | 134,1 | 142,4 | 150,2 | 155,0 | 163,0 | 175,4 | 190,1 | 195,8 | 190,2 | 191,8 |
| Produits d'entretien ménager | 100,0 | 110,6 | 117,5 | 122,4 | 127,1 | 131,6 | 135,6 | 139,4 | 146,7 | 150,9 | 155,2 | 160,5 | 159,6 |
| Assurances | 100,0 | 120,2 | 133,9 | 135,2 | 146,3 | 151,7 | 161,7 | 189,7 | 204,3 | 220,6 | 223,6 | 218,7 | 221,8 |
| Communications | 100,0 | 109,0 | 123,3 | 131,1 | 135,3 | 137,6 | 136,4 | 132,2 | 130,3 | 128,3 | 125,8 | 125,8 | 127,0 |
| Matériaux de construction | 100,0 | 110,0 | 119,7 | 122,0 | 125,4 | 130,7 | 137,5 | 142,1 | 152,8 | 157,0 | 155,0 | 149,4 | 146,5 |
| Salaires pour ouvriers spécialisés[1] | 100,0 | 107,7 | 119,3 | 131,2 | 131,2 | 137,1 | 137,1 | 145,4 | 152,7 | 160,0 | 167,4 | 161,3 | 158,2 |
| Salaires pour services professionnels[1] | 100,0 | 112,4 | 125,9 | 132,0 | 138,0 | 143,8 | 150,4 | 157,6 | 163,4 | 171,8 | 177,5 | 191,2 | 194,7 |
| Salaires pour manoeuvres[1] | 100,0 | 108,9 | 117,6 | 120,4 | 123,2 | 125,8 | 128,7 | 131,7 | 143,2 | 150,1 | 156,5 | 167,2 | 172,7 |
| Agences de sécurité | 100,0 | 108,9 | 117,6 | 120,4 | 123,2 | 125,8 | 128,7 | 131,7 | 143,2 | 150,1 | 156,5 | 167,2 | 172,7 |
| Location d'immeubles | 100,0 | 106,5 | 114,7 | 127,8 | 136,9 | 143,8 | 151,0 | 156,7 | 163,5 | 172,5 | 178,2 | 184,6 | 189,1 |
| Dépenses non réparties | 100,0 | 112,4 | 125,9 | 132,0 | 138,0 | 143,8 | 150,4 | 157,6 | 163,4 | 171,8 | 177,5 | 191,2 | 194,7 |
| TOTAL[2] | 100,0 | 111,7 | 125,0 | 132,6 | 138,0 | 145,2 | 150,8 | 158,4 | 166,5 | 175,6 | 180,2 | 187,3 | 189,9 |

Sources: Voir le tableau 3.

1. Les salaires dont il est question ici sont ceux qui sont compris dans la catégorie de dépenses «Services, honoraires et contrats».

2. Il s'agit de l'indice composite pour les «autres dépenses». Pour obtenir cet indice, nous avons tout d'abord effectué la somme pondérée des taux de variation des indices élementaires, puis, à partir des taux obtenus, nous avons calculé l'indice composite. Ainsi, entre 1980 et 1981, le taux de variation moyen des autres dépenses est de 11,66 p. 100 et l'indice composite pour 1981 est de 111,66 (100 x 1,1166). Entre 1981 et 1982, le taux de variation moyen des autres dépenses est de 11,95 p. 100 et l'indice composite pour 1982 est de 125,00 (111,66 x 1,1195), et ainsi de suite pour les autres années (les données fournies dans ce tableau ont été arrondies à un chiffre après le point).

Tableau 5 Indices de prix et poids estimés des «autres dépenses» des commissions scolaires (sans les coûts de l'énergie) et du coût de l'énergie, ainsi que l'indice de prix de l'ensemble des «autres dépenses», de 1972 à 1992 (1972 = 100)

| | Autres dépenses (sans les coûts de l'énergie) | | Coût de l'énergie | | Autres dépenses (avec les coûts de l'énergie)[1] |
|---|---|---|---|---|---|
| | Indices | Poids | Indices | Poids | Indices |
| 1972 | 100,00 | 0,807 | 100,00 | 0,193 | 100,00 |
| 1973 | 107,30 | 0,807 | 107,31 | 0,193 | 107,30 |
| 1974 | 124,65 | 0,807 | 140,00 | 0,193 | 127,61 |
| 1975 | 141,10 | 0,807 | 151,60 | 0,193 | 143,24 |
| 1976 | 154,82 | 0,807 | 171,70 | 0,193 | 158,14 |
| 1977 | 168,30 | 0,794 | 195,10 | 0,206 | 173,51 |
| 1978 | 179,26 | 0,807 | 219,79 | 0,193 | 186,87 |
| 1979 | 199,14 | 0,776 | 265,30 | 0,224 | 211,62 |
| 1980 | 220,61 | 0,730 | 321,94 | 0,270 | 240,46 |
| 1981 | 246,33 | 0,712 | 365,99 | 0,288 | 269,89 |
| 1982 | 275,77 | 0,743 | 368,41 | 0,257 | 294,32 |
| 1983 | 292,45 | 0,731 | 381,97 | 0,269 | 310,24 |
| 1984 | 304,35 | 0,752 | 394,07 | 0,248 | 322,18 |
| 1985 | 320,33 | 0,759 | 383,42 | 0,241 | 332,91 |
| 1986 | 332,70 | 0,784 | 351,95 | 0,216 | 337,07 |
| 1987 | 349,43 | 0,785 | 374,22 | 0,215 | 354,97 |
| 1988 | 367,22 | 0,798 | 383,90 | 0,202 | 371,26 |
| 1989 | 387,31 | 0,784 | 425,53 | 0,216 | 395,88 |
| 1990 | 397,57 | 0,783 | 474,91 | 0,217 | 414,05 |
| 1991[e] | 413,23 | 0,783 | 503,88 | 0,217 | 432,31 |
| 1992[e] | 419,02 | 0,783 | 519,50 | 0,217 | 439,96 |

e: estimation

Sources: Voir les tableaux 1 à 4 ainsi que le chapitre IV.

1. L'indice composite est obtenu en effectuant tout d'abord la somme pondérée des taux de variation des indices élémentaires (indice des «autres dépenses» sans les coûts de l'énergie et indice du coût de l'énergie), puis, à partir des taux obtenus, nous avons calculé l'indice composite.

28-2656

Gouvernement du Québec
**Ministère**
**de l'Éducation**